

Volontaires !

LE JOURNAL DE L'ENGAGEMENT SOLIDAIRE – N° 8 – JUIN 2006



INTERVIEW
Bernard Kouchner
p. 2



REPORTAGES ET TÉMOIGNAGES
À Paris, Toulouse, Berlin...
p. 3-5



HORIZONS
Chroniques et campagnes
p. 6-7



La mobilisation festive et engagée des Journées mondiales des jeunes solidaires 2006 (lire p. 2)

© Mathias Bocabelle

DOSSIER

Insertion : à chaque jeune son parcours

Les diplômes ne sont pas tout

par François Dubet

Près de 70 % des jeunes d'une classe d'âge obtiennent le baccalauréat et la plupart d'entre eux font des études supérieures. Cette augmentation du niveau scolaire de la population est une bonne chose pour les individus et pour la société. Mais en même temps, comme le montre le mouvement anti-CPE, cet accroissement engendre un certain nombre de difficultés.

1° Il semble que cette massification n'ait pas forcément tenu ses promesses en termes d'égalité des chances quand on compare le recrutement social des formations sélectives et élitistes à celui des formations moins prestigieuses. 2° Dès lors que le

nombre des diplômés s'élève considérablement, le sort des jeunes dépourvus de qualifications scolaires se dégrade, comme l'indique leur taux de chômage. 3° La distance entre le nombre de diplômés et celui des emplois qualifiés qui leur correspondent a priori entraîne, notamment dans les formations universitaires de masse, des phénomènes de déclassement, d'inquiétude et de frustration. 4° L'accroissement de la compétition scolaire provoque un phénomène d'orientation négative vers les formations techniques et professionnelles alors même que le marché du travail appelle ce type de qualification.

(suite page 3)

afev



ÉDITO

Pour une réelle réforme de fond

L'Association de la fondation étudiante pour la ville (Afev), association d'éducation populaire créée en 1991, lutte contre les inégalités et agit dans les quartiers en mobilisant des étudiants bénévoles. Accompagnement à la scolarité, insertion sociale et professionnelle, promotion de la santé : l'Afev en 2006, ce sont 5 000 volontaires, accompagnant 8 000 enfants, adolescents et jeunes en difficulté dans toute la France, en partenariat avec des collectivités territoriales, des équipes pédagogiques, des universités, des associations de quartier... Aujourd'hui, la recherche de nouveaux espaces d'engagement et de nouveaux programmes ou la reconnaissance du bénévolat par les universités sont autant d'éléments de promotion, de reconnaissance et de généralisation du volontariat étudiant de solidarité.

Les crises que nous venons de vivre coup sur coup en novembre et en mars ont en commun qu'elles posent de manière urgente la question de la formation et de l'emploi. Pour les jeunes émeutiers de novembre, c'est la question de leur place dans notre système de formation initiale, et par conséquent de leur avenir dans notre société où le diplôme reste le meilleur moyen de réussir son insertion. Pour les manifestants du printemps, c'est plutôt l'interrogation sur la valeur de leurs études et de leurs diplômes quand arrive le moment de l'insertion professionnelle et de l'intégration dans la vie active.

Aux premiers, la réponse a été le modèle, l'exemple. Il s'agit de

montrer à ces jeunes qu'ils ont tort de désespérer, que notre société est encore capable de reconnaître ceux qui sont prêts à un effort, ceux qui sont prêts à exercer leur talent, leur envie. S'appuyant sur des expériences mises en place par des grandes écoles ou institutions prestigieuses, parfois très différentes, il s'agit de densifier les mailles d'un système éducatif qui laisse trop souvent s'échapper les graines de cadres de la nation, par méconnaissance, par habitude, par préjugés passifs voire actifs comme le montrent les solutions trouvées par Sciences Po.

Aux seconds la réponse a été... rien ! Ou pas grand chose. Des contrats aidés, qui existaient déjà, peu adaptés à leur profil. On repart

comme précédemment et on s'attend donc au même résultat : échec massif dans les premières années, étudiants inscrits en masse dans des filières à très faibles débouchés, diplômes universitaires peu adaptés à la demande...

Cette absence de réaction n'est pas innocente et elle souligne le manque d'envergure de la réponse donnée aux premiers. Aux 150 000 jeunes qui sortent de notre système sans formation se sont ajoutés les centaines de milliers de jeunes inscrits par défaut – ou par hasard – dans les filières générales universitaires, et qui ne sont pas dupes de la valeur de leur formation sur le marché du travail. La question de la formation du plus grand nombre

reste donc sans réponse. Certes, la politique de l'égalité des chances est utile pour expérimenter de nouvelles voies de sélection des élites. La conférence sur l'emploi et l'université est un premier pas qui aurait dû être franchi depuis fort longtemps. Et le plan "100 000 étudiants", auquel l'Afev va activement participer, est aussi un moyen d'accompagner le plus grand nombre d'élèves issus des milieux populaires pour assurer leur réussite.

Mais cela ne suffira certainement pas si, dans le même temps, une réelle réforme de fond sur le parcours d'intégration des jeunes dans la vie active n'est pas engagée.

Nicolas Delesque,
secrétaire général de l'Afev



INTERVIEW

« Pour un service civil humanitaire qu'effectueraient tous les jeunes »



Bernard Kouchner

À l'origine de Médecins sans Frontières puis de Médecins du Monde, vous avez largement contribué au développement des actions humanitaires internationales, lesquelles suscitent une popularité croissante, notamment chez les jeunes. Quelles sont selon vous les origines de ce phénomène?

Nous vivons dans un monde à la fois immédiat et complexe. Immédiat, comme les images tragiques qui nous parviennent chaque jour, et font du malheur à l'autre bout du monde une réalité tangible. Complexe comme les modes de fonctionnement traditionnels de notre système, ses règles politiques, sa diplomatie. Les jeunes sont pressés, et ils ont raison de l'être. L'action humanitaire, c'est une réponse efficace à des problèmes urgents. C'est prendre en compte les droits des individus, malgré les frontières, les États, les pouvoirs, les habitudes. C'est un peu David contre Goliath : qu'y a-t-il de plus exaltant pour les jeunes? C'est pour cela que je plaide depuis quinze ans pour un service civil humanitaire qu'effectueraient tous les jeunes...

Les formes d'engagement des jeunes ont sensiblement évolué depuis quelques années, avec un éloignement du modèle militant traditionnel. Loin de représenter une désaffection des jeunes pour l'engagement, cette évolution se traduit par un émiettement des formes d'engagement et une mutation de l'engagement militant en un engagement distancié ou circonstancié. En quoi ce constat correspond-il à la réalité de l'engagement des jeunes dans des actions humanitaires?

Les partis politiques montrent chaque jour leur difficulté à évo-

luer, à s'adapter à notre monde, à renouveler leurs élites et leur mode de fonctionnement... Comment voulez-vous que des jeunes aient envie de s'engager quand tout ce qu'on leur propose, c'est des calculs électoralistes, des mensonges, des compromissions de fin de congrès, et le refus de voir le monde tel qu'il est? Ajoutez à cela la moyenne d'âge du personnel politique (élus et militants), et vous comprendrez que les jeunes préfèrent emprunter des voies plus enthousiasmantes. La preuve : ils s'engagent volontiers, comme ils viennent de le faire contre le CPE, et répondent aux campagnes d'adhésion en ligne. C'est pour cela que je lance la Fabrique démocratique (www.lafabriquedemocratique.fr), qui est une nouvelle manière de faire de la politique, moins hiérarchique, moins figée, plus inventive, plus ouverte...

Les étudiants bénévoles de l'Afev s'investissent deux heures par semaine dans des actions de solidarité de proximité dans les quartiers en difficulté. Une étude-action menée avec le cabinet Trajectoires-Réflex a mis en évidence que leur première motivation est de se rendre utile à la société. Quelles ont été vos motivations pour vous engager dans l'humanitaire?

Ne pas voir se reproduire l'horreur de la seconde guerre mondiale. J'appartiens à une génération qui a côtoyé les rescapés de la Shoah... Nous avons vu où menaient les mots de Goebbels « Charbonnier est maître chez soi », justifiant la non-ingérence dans les affaires intérieures de l'Allemagne au moment des premières persécutions antisémites... Nous ne pouvions pas supporter que de telles atrocités se renouvellent, en Afrique, en Asie ou n'importe où dans le monde. C'est comme ça que nous avons inventé le droit d'ingérence, qui a officiellement été reconnu par la dernière assemblée générale des Nations-Unies sous le nom de "responsabilité de protéger". Hélas, il y avait eu entre temps le Biafra, le Cambodge, le Rwanda et Srebrenica, et il y a aujourd'hui le Darfour, sous nos yeux...



INITIATIVE

Pas de quartier pour les inégalités!

Du 29 mars au 16 avril derniers, entre débats, concerts et autres animations, plus de 40 000 jeunes à travers toute la France ont partagé leur envie de changer le monde. Récit de la troisième édition des "JMJS", les Journées mondiales des jeunes solidaires.

À l'initiative de l'ONU, dans plus de 125 pays, les "JMJS" s'organisent chaque année dans le but de promouvoir l'engagement des jeunes et de susciter l'envie d'être solidaire. L'occasion de rassembler toutes celles et ceux qui, par leurs actions, font avancer la solidarité en portant un regard constructif sur les problèmes rencontrés par les jeunes dans les quartiers.

Un pouvoir de changement

Chaque année, les JMJS, à travers les initiatives qu'elles mettent en lumière, prouvent que la jeunesse est une ressource. C'est probablement le groupe de rap La Brigade qui résume le mieux l'esprit de cet engagement : « Chaque individu a un pouvoir de changement, quelles que soient ses armes. C'est la somme de toutes ces initiatives qui peut créer de grandes choses », explique-t-il.

Paris, Roubaix, Nantes, Toulouse et Lyon ont, pour l'édition 2006, rendu hommage à l'engagement solidaire, dans une ambiance où débats et fêtes se sont mêlés. Sous le signe de la convivialité, expositions, forums associatifs et

concerts engagés ont rythmé ces deux semaines.

Regards sur une jeunesse trop souvent stigmatisée

Zoom sur les JMJS de Lyon, le 6 avril : la jeunesse mobilisée et solidaire s'est retrouvée au Transbordeur : plus de 2000 personnes, étudiants, bénévoles, citoyens... se sont empressés de prendre part aux discussions et aux concerts. Des regards croisés sur une jeunesse en mal de repères, trop souvent stigmatisée, ont donné lieu à de vifs échanges sur "quelles révoltes pour quel changement?" et "l'éducation pour exister"; le prétexte aussi pour dresser un état des lieux pertinent, émaillé de témoignages et de suggestions à méditer.

Place à la fête! Sur scène, les sonorités world de Lo'jo et le ska endiablé de N&SK ont enflammé la salle. La soirée s'est achevée au son de l'électronique, quand les pointues Nuits Sonores ont investi la scène et les platines. En donnant le meilleur d'eux-mêmes, les artistes ont voulu manifester leur engagement et remercier les bénévoles.

Dans les autres villes, même réussite :

– À Paris, le rendez-vous était donné le 29 mars au Cabaret sauvage qui, après un débat citoyen sur "inégalités et éducation", a fait place aux talentueux Bams, La Brigade, K2R Riddim et Commando Collègues.

– A Lille et Roubaix, le 5 avril, la fanfare Shaber a accueilli plus de 1000 visiteurs autour d'animations très variées. Les Blaireaux et MAP ont clôturé la soirée, toujours en musique.

– A Nantes, le 8 avril, un parcours expérimental sur l'engagement et une exposition de portraits de bénévoles ont éveillé la curiosité des visiteurs, invités à s'enflammer aux rythmes de Lo'jo, Santa Micaïra Orkestar et Smith & Weston.

– Enfin à Toulouse, les 12 et 13 avril, entre concours de graffitis, courts métrages et débats, les 5000 jeunes présents ont pu acclamer au Zénith La Phaze ou encore Dyonisos.

Charlotte Alix



Franc succès pour les JMJS 2006 à Lyon, Roubaix, Toulouse, Nantes, Paris... Rendez-vous à l'année prochaine!

DOSSIER

Insertion : à chaque jeune son parcours

(Suite de la page 1)

À partir de ce constat, beaucoup sont tentés de conclure qu'il faudrait revenir en arrière et limiter l'allongement des études et l'accès aux formations supérieures. Évidemment, ce choix conduirait à exclure les élèves les plus fragiles des formations longues sans dire pour autant ce que deviendraient ces élèves, mais la tentation est forte comme le montre le projet d'instauration de l'apprentissage à 14 ans. De plus, bien des pays ont des taux de scolarisation longue aussi élevés que celui de la France, sans connaître pour autant les mêmes difficultés. Plutôt que rêver de limiter la massification scolaire, peut-être faudrait-il penser à changer les règles du jeu à l'intérieur même du système scolaire.

Culture commune

Premier impératif : le sort des élèves qui quittent l'école sans rien, qui devrait être la priorité absolue de la formation commune obligatoire. C'est là que l'objectif de cul-



ture commune doit être essentiel. Second impératif : il faut mettre en place un véritable système d'orientation conduisant, d'une part, à valoriser les formations professionnelles, d'autre part, à éviter le fait qu'au nom de la liberté de choix, les étudiants s'engouffrent vers des

formations sans perspectives où beaucoup échoueront et où les formations sont fort éloignées du marché du travail. Troisième principe : détendre le calendrier scolaire et faire que la formation s'étende tout au long d'une vie et d'une carrière professionnelle, et

que le sort des individus ne se joue pas à 15 ou à 18 ans.

Mais toutes ces mesures, à supposer que nous ayons le courage et la capacité de les mettre en œuvre, seront insuffisantes car elles appellent une mutation culturelle de l'école et de la société sur la croyance dans les diplômes. Si le système scolaire nous semble souvent si injuste c'est parce que nous croyons trop, et beaucoup trop, que les diplômes définissent la valeur et les compétences des individus. Ainsi, ceux qui n'ont pas de diplômes ou qui ne possèdent que des diplômes de faible valeur scolaire sont-ils conduits à penser qu'ils n'ont aucune compétence et que leur destin est déjà joué. Et comme les employeurs partagent souvent cette croyance et que les conventions collectives sont parfois fondées sur la hiérarchie des diplômes, cette représentation pèse lourdement sur les plus fragiles.

Pour rompre avec cette croyance qui finit par écraser beaucoup d'entre nous, peut-être faut-il

apprendre à ne pas réduire les élèves, et plus largement chacun d'entre nous, à ses performances scolaires. Combien de "mauvais élèves" sont-ils devenus de "bons professionnels", et combien d'entre eux n'ont-ils jamais pu démontrer leurs compétences non scolaires alors que bien des diplômés ne sont pas toujours excellents une fois leurs diplômes acquis?

Déscolariser l'école

Aussi une école de masse doit-elle nécessairement se "déscolariser", doit-elle donner aux élèves la confiance en eux à laquelle ils peuvent prétendre même quand leur orthographe reste faible. Elle doit aussi leur permettre de mesurer leur valeur sur des épreuves non strictement scolaires et, surtout, leur permettre de revenir à l'école après l'avoir quittée afin que le destin de chacun ne se fige pas dans son bulletin scolaire.

François Dubet,
sociologue,
directeur d'études à l'EHESS



TÉMOIGNAGE

« Ça m'a mis en confiance »

Élève de 16 ans, Lounis bénéficie de l'engagement d'une étudiante de l'Afev. Un accompagnement individualisé qui donne du sens à son projet professionnel.

Cette année, Lounis est en troisième à découverte professionnelle au lycée Abbé-Grégoire dans le 5^e arrondissement de Paris et, comme tous les ans depuis la classe de sixième, il a souhaité bénéficier d'un soutien dans sa scolarité. « À la rentrée scolaire, j'ai demandé à un surveillant du collège s'il avait des cours de soutien scolaire, il m'a orienté vers l'Afev. » C'est ainsi

que Lounis a rencontré Julie, étudiante, avec laquelle ils se retrouvent tous les mercredis pour travailler ensemble. « Au début c'était bizarre car je ne connaissais pas Julie et j'avais un peu peur qu'elle me juge sur mes difficultés en maths surtout, mais on a appris à se connaître petit à petit et j'ai très vite été ravi de venir. » Et Lounis a très vite senti une amélioration de sa compréhension en classe mais également de son comportement. « Je m'avance un peu par rapport aux autres élèves, j'arrive mieux à me comporter en cours, je comprends plus vite et surtout j'hésite moins à lever la main et à m'exprimer, ces séances m'ont mis en confiance. »

Lounis est le seul de sa classe à avoir fait cette démarche et il en est fier. Ses résultats au brevet blanc ont été « moyens » mais Lounis se dit motivé pour faire de son possible. Julie et lui ont même fait une démarche auprès d'un conseiller d'orientation pour donner un sens à ces enseignements. Il a ainsi fait le choix de viser un BEP logistique. À l'approche de la fin d'année scolaire, ses séances avec Julie vont s'arrêter, à son plus grand regret. « Si je peux, je recommencerai l'an prochain mais il y a un moment où je pourrai me débrouiller tout seul car j'ai déjà 16 ans, je suis donc bientôt majeur. »

Anne-Sophie Morel



REPÈRES

Niveau de formation des jeunes : de quoi parle t-on ?

- Sans qualification :
- Niveau VI : sortie du premier cycle du second degré
- Second degré : collège (premier cycle) et lycée (second cycle)
- Niveau V bis : sortie de troisième ou en première année de CAP ou BEP
- Faible qualification :
- Niveau V : CAP (certificat d'aptitude professionnelle), BEP (brevet d'études professionnelles) ou abandon d'un cycle long avant la terminale.

Quelques chiffres

- Taux de chômage des 15-24 ans dans les quartiers sensibles : 38,5 % (source : Insee Enquête Emploi 2004).
- Près de sept jeunes sans qualification sur dix se rendent dans le réseau des missions locales et PAIO lorsqu'ils recherchent pour la première fois un emploi. Près de la moitié des emplois obtenus par l'intermédiaire du réseau ont bénéficié aux jeunes ayant au plus le niveau CAP-BEP (source : Premières Informations et Premières Synthèses n°46.1, DARES, novembre 2004).



REPORTAGE

Créer l'énergie de se projeter

Pas d'insertion sans remobilisation : au pied d'une cité parisienne, l'Espace Jaurès a fait sien ce constat et travaille à redonner envie aux jeunes, tout en souplesse.

« J'ai fait un peu de tout : des livraisons, de la distribution dans les boîtes aux lettres, j'ai bossé chez Auchan, j'ai été aide-poseur de cloisons sur des chantiers, j'ai travaillé dans une usine... C'est des métiers très durs physiquement, et mal payés. Des contrats d'une semaine, ce genre de trucs. On se casse le dos. Sans diplôme, sans formation, c'est difficile de trouver un vrai job. » Jeune homme de 24 ans, Mohamed habite une cité du 19^e arrondissement parisien. Au pied de l'un des bâtiments s'est ouvert il y a quelques années un centre d'animation local agréé par la CAF, sous la houlette de l'association d'éducation populaire Espace 19. Baptisé Espace Jaurès, il accueille aussi bien

« les pitchounes de 6 ans que les grands », explique Mathieu Chave-
neau, son jeune responsable.
Au départ pourtant, rien n'était prévu pour les 16-25 ans qui, comme Mohamed, peinent à trouver leur voie professionnelle. « Les "grands frères" sont venus nous voir, raconte l'animateur, déjà pour nous remercier du boulot qu'on faisait pour les petits, et aussi pour nous tester, pour voir ce qu'on pouvait faire avec eux. » En septembre 2005, l'Espace Jaurès passe à l'action avec un projet baptisé "Remi" (remobilisation et insertion), soutenu par



Mohamed et Mathieu, un travail de confiance mutuelle.

le Fonds social européen. « On s'est demandé : de quoi a-t-on besoin ? et qui sont vraiment nos jeunes ? Premièrement, ils sont en rupture complète avec des programmes ordinaires d'insertion qu'ils ne fréquentent quasiment plus. Deuxièmement, ils ont une difficulté croissante à se projeter dans l'avenir, alors même qu'ils sont les rois de l'adaptation ! Quand ils en ont besoin, ils savent trouver des sous, des combines... Mais ils n'ont pas de projets à long terme. » La petite équipe essaye alors de transformer cette « énergie de s'adapter » en « énergie de se projeter ».

Confrontés à une situation délicate, qui aurait donné envie à certains de mettre la clé sous la porte, les animateurs de l'Espace Jaurès cherchent d'abord le côté positif des choses. « Il y a quelques semaines, se souvient le responsable, ils ont fracturé la porte du local, ils ont squatté, puis ils ont rangé, nettoyé, et refermé la porte. Voici ce qu'il s'était passé : à l'origine, nous avions décidé de mettre à dispo des locaux pour des groupes formels ou informels. Un soir, une ancienne collègue a refusé la salle, sur une décision jugée injuste par ces jeunes habitant l'immeuble.

Ils ont donc décidé de faire passer un message – peut-être que fracturer la porte était la seule solution ? Maintenant je teste la mise à disposition totale des locaux, en autonomie complète : ils ont les clés, et ils ont le droit d'y être chaque fois qu'on n'y est pas. Des dérives s'installent parfois mais c'est normal, et c'est à nous de travailler dessus. »

Au programme, pas de recette miracle ni d'accompagnement "béquille", mais une expérimentation constante, en souplesse. Pour aider les jeunes à cerner leurs envies, plusieurs dispositifs sont mis en œuvre. Comme l'entretien à trois autour du projet professionnel de l'un d'entre eux – le deuxième interlocuteur posant des questions, le troisième faisant une synthèse finale –, qui permet de « dégrossir le terrain sans avoir besoin de quelqu'un qui posséderait le Savoir ». Sept jeunes de la cité sont ainsi régulièrement "suivis". Avec un certain succès. « L'un prépare les concours de la RATP [les transports publics parisiens], un autre veut devenir vendeur et s'est inscrit en BEP, un troisième est en formation pour être taxi et vient réviser tous les jours dans l'une de nos salles. » Mohamed est le premier d'entre eux : « J'aimerais entrer à la RATP comme chauffeur de bus. Il y a un concours avec

des maths, du français, des réflexes... Je viens le préparer un peu ici, et un peu chez moi. » Dans un monde du travail difficile à aborder pour qui n'est pas bardé de diplômes et ne porte pas un nom bien français, le service public fait encore rêver. « C'est la possibilité d'évoluer à l'intérieur, la sécurité de l'emploi... Si j'y rentre, je fais ma vie dedans », espère le jeune homme.

Relation humaine

« À l'Espace Jaurès ils nous connaissent, ils nous font confiance, à force de nous voir. C'est rare, souligne Mohamed. On peut venir quand on veut, on peut rester toute la nuit à regarder des films. Il y a une confiance entre nous, donc on n'ira pas jusqu'à les décevoir. » Mathieu, lui, parle d'une « belle aventure », qui participe à la remobilisation de jeunes qui souffrent de n'être pas écoutés, que l'on ne croie pas en eux. « Beaucoup de travailleurs sociaux disent qu'il ne faut pas simplifier personnellement, émotionnellement. Je ne suis pas d'accord. Nos jeunes cherchent de la confiance, de l'affectif. Si on ne se met pas en jeu soi-même, conclut-il, on rate tout un pan, essentiel, de la relation humaine. »

Matthieu Crocq



INTERVIEW

S'interroger sur les savoirs nécessaires

Marie Duru-Bellat,
sociologue

40 % des jeunes sortent du système scolaire avec un diplôme du supérieur, contre 15 % il y a vingt ans. Mais selon vous, cet état de fait ne suffit pas à résoudre la question de l'insertion des jeunes ni réduit les inégalités d'accès à l'éducation, pourquoi ?

Former plus les jeunes n'a pas suffi à résoudre la question de leur insertion, car celle-ci dépend en premier lieu de la situation de l'emploi. Certes, certaines formations facilitent l'insertion, mais l'élévation du niveau s'est faite avant tout par le biais de formations générales qui ne sont pas les mieux placées à cet égard. Cela n'a pas non plus réduit les inégalités sociales d'accès à l'éducation car

celles-ci prennent racine très tôt : dès l'école primaire, les enfants réussissent inégalement, car leurs familles, aux ressources inégales, les préparent plus ou moins à ce qu'exige l'école. Et ces inégalités précoces sont cumulatives. De plus, s'ajoutent des inégalités de stratégies et de choix d'orientation : les familles les mieux informées, les plus instruites, et les plus aisées réagissent à l'élévation du niveau d'instruction en recherchant les filières, souvent sélectives, qui restent « rentables ».

Si la réponse à la problématique de l'insertion des jeunes n'est pas à chercher du côté du « plus d'école », que faire ?

En matière d'insertion des jeunes, la réponse n'est pas en termes de « plus d'école », mais « de quels

savoirs, de quelles compétences ont-ils besoin ? ». Il faut repenser les contenus, la qualité des formations, et leur adéquation avec le monde du travail.

Comment agir concrètement pour en finir avec le malentendu entre le monde scolaire qui mise sur l'élévation du niveau d'éducation et le monde économique qui s'efforce de baisser le coût de la main d'œuvre sur le marché du travail ?

Il faut poser la question de l'organisation du travail, aussi importante que celle de la qualité des formations. Le pays a une jeunesse bien plus instruite que dans les années 70 ; cela a de nombreux effets positifs mais il faut aussi revoir en conséquence l'organisation du travail, la qualification des emplois.

FOCUS SUR D'AUTRES DISPOSITIFS

Savoirs Pour Réussir

Savoirs Pour Réussir est un dispositif conçu pour un public jeune en situation d'illettrisme repéré lors des journées d'appel pour la préparation à la défense.

Savoirs Pour Réussir aide le jeune à se réconcilier avec les apprentissages, à se remobiliser et à dépasser les inhibitions face aux savoirs. Il a pour but de favoriser une réelle accession à la citoyenneté, à la formation et à l'emploi, par la mise en place d'un parcours de formation, suivi et encadré par une équipe de professionnels et de tuteurs. L'Afev est partenaire de ce programme, porté par la Fondation Caisse d'épargne pour la solidarité.

www.savoirspourreussir.fr/Accueil.asp

L'École de la deuxième chance

Les écoles de la deuxième chance ont pour objectif d'insérer, par la formation et l'emploi, dans la vie professionnelle et sociale des jeunes en situation d'échec scolaire sans diplôme ni qualification, tous volontaires pour reprendre des études.

De ce fait, les interactions entre les écoles et le monde du travail sont permanentes. La formation, en alternance, comprend une partie « enseignement général », pour acquérir les connaissances fondamentales, et une partie « terrain » avec des stages en entreprise.

www.fondatione2c.org



REPORTAGE

Les batailles de l'insertion

À Berlin, l'enseignement du hip-hop ouvre des perspectives à des jeunes en mal d'avenir. Élèves, puis professeurs, la danse les transforme en passeurs d'espoir.



« Que puis-je faire pour la société? » se demandait Ivan Stevanovic, rongé par l'envie de dépasser ses rêves et d'être pragmatique. Professeur de danse, il est né et habite Neukölln, un quartier de Berlin qui n'a vraiment rien à envier à nos ghettos hexagonaux : insultes, jets

de pierres, violences quotidiennes dans les collèges... des scènes vues et revues, sur fond de débats autour de l'intégration et de l'immigration. « Nous aussi, à Berlin, on a des ghettos d'immigrés », titrait même un article de *Welt am Sonntag* relatant des événements sur-

venus fin février dans un collège du secteur. Depuis 2004, Ivan a lancé le projet Streetdance. Son idée est, à travers le hip-hop, de redonner un sens à la vie de ces jeunes « qui ne savent pas quoi faire d'eux-mêmes ».

Apprendre à apprendre

Après des débuts laborieux, le projet est intégré à l'association d'utilité publique Fusion, qui rassemble des projets d'accompagnement de jeunes défavorisés à travers l'art et la culture. Parce que « la danse et la musique sont les deux formes d'expression les plus importantes des enfants et des jeunes », l'association décide de développer un département de danse, chapeauté par Ivan : cours de danse urbaine, ateliers de *breaks* et *battle* au programme.

Dans une optique d'insertion durable et pour « les aider et leur donner confiance », Ivan a rapi-

dement compris que former de futurs professeurs présentait plus d'intérêt que d'accompagner des danseurs. « Ils transforment le mauvais potentiel en bon. » Une dizaine de jeunes sont sélectionnés parmi les participants de Manege, une sorte de centre aéré à vocation artistique, géré par Fusion. Ils reçoivent une formation de six mois, sanctionnée par un certificat d'aptitude, et seront habilités, à l'issue de ce stage, à enseigner les danses urbaines à des enfants et des adolescents de 6 à 16 ans. Côté pratique, Ivan leur dispense des cours de danse, de chorégraphie, d'acrobatie et de coaching. Une partie théorique est consacrée aux notions, au langage du corps, à l'histoire et à la philosophie de la discipline. L'élève est projeté au cœur de l'apprentissage, l'accent étant porté sur sa capacité à se transcender et expérimenter, pour « devenir quelqu'un ».

La philosophie de Fusion dépasse les vertus sociales de ses activités. À travers ces cours, l'association offre de « nouvelles possibilités professionnelles » à des jeunes en panne de perspectives et « comble une lacune d'offres » dans un secteur en pleine expansion. Et pour cause, comme les académies de hip-hop se développent ici, elles fleurissent outre-Rhin. Quant aux jeunes, « la fierté de leur propre performance et la reconnaissance publique les encourage dans leur confiance en eux, et les aide à devenir des adultes dans un monde difficile, explique-t-on à l'association. Cette approche créative et artistique va au-delà du travail social classique et fournit au travail des jeunes de nouvelles approches et des méthodes pour une organisation réussie de l'espace social et pour une régénération urbaine ».

Mathias Bocabeille



REPORTAGE

Une aide concrète, un échange humain

À Toulouse, les jeunes en difficulté d'insertion sont suivis par des étudiants de l'Afev.

KÉSAKO?

• **Les missions locales (ML) :** structures locales chargées du premier accueil des jeunes de 16 à 25 ans, elles s'occupent de la globalité de leurs problèmes : l'emploi, la formation, le logement, la santé, le sport, les loisirs.

• **Les permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO) :** ces structures associatives sont chargées d'accueillir les jeunes de 16 à 25 ans, de les guider dans leur choix d'une formation, de travailler avec eux toutes les questions de formation et d'emploi pour faciliter leur insertion professionnelle.

Les annuaires des ML et PAIO : www.cnml.gouv.fr

ALLER PLUS LOIN

PUBLICATIONS

« Les jeunes non qualifiés. » Florence Lefresne. *Problèmes politiques et sociaux* n° 915, la Documentation française.

Injustices, l'expérience des inégalités au travail. François Dubet et al. Seuil. *L'inflation scolaire, les désillusions de la méritocratie.* Marie Duru-Bellat. Seuil.

Pays de malheur ! Un jeune des cités écrit à un sociologue. Younès Amrani, Stéphane Beaud. La Découverte.

SITE WEB

Centre d'information et de documentation jeunesse www.cidj.com

Révisions à la chaîne et conseils pour « bien présenter » : les semaines à venir vont être chargées pour Abdoul Diakhate et Ismeline Mathet. Quatre ans après son arrivée en France, Abdoul, 21 ans, vient d'obtenir une promesse de place en CAP de boulangerie à la rentrée prochaine, sous condition notamment qu'il réussisse des tests scolaires. « Et ça, ça va être dur », craint ce jeune Sénégalais installé en banlieue toulousaine. « Je ne suis pas inquiet, il m'a prouvé déjà qu'il était capable de se sortir de situations difficiles », réplique Ismeline, 24 ans, étudiante.

Depuis un an et demi, les deux jeunes se retrouvent une fois toutes les deux semaines dans le cadre de l'action d'insertion menée par l'Afev de Toulouse en liaison avec la mission locale. « La première fois, le rendez-vous était dans une bibliothèque, après ça a été plutôt dans des cafés », sourit Ismeline. « Au début, j'avais surtout besoin de parler français, une langue que je savais écrire mais que je ne maîtrisais pas à l'oral », explique Abdoul. Pour « développer le langage actuel », l'étudiante lui fait alors lire des articles de journaux, plutôt que des livres au style plus formel. Au fil de la

discussion, le jeune homme apprend à identifier les différents niveaux de langage : comment s'adresser à un patron, à un ami, à un commerçant... « Je lui demandais aussi de m'expliquer les mots ou les expressions de la vie courante que je ne comprenais pas », raconte Abdoul. Ismeline lui laisse alors chercher lui-même les réponses dans le dictionnaire. « Ce n'était pas facile au début, je ne savais même pas comment étaient rangés les mots... », se souvient-il. En fonction des besoins du moment, les rencontres peuvent se concentrer sur les révisions scolaires, ou au contraire dévier sur des discussions beaucoup plus ouvertes. « On échange des idées, on plaisante beaucoup! », fait remarquer Abdoul ; « c'est bien qu'il puisse avoir d'autres contacts que le travail ou le foot », pense Ismeline.

L'an prochain, le jeune homme craint un peu de se retrouver « en



Abdoul et Ismeline se voient deux fois par mois. « On échange des idées, on plaisante beaucoup! »

classe entière, sans suivi individuel ». Son entrée en CAP couronne pourtant un parcours de quatre années où la galère a été souvent au rendez-vous. « Il m'est arrivé de dormir dehors », résume Abdoul. Ces derniers mois, les bonnes nouvelles se sont enchaînées, avec l'obtention d'un appartement puis la décision, après plusieurs petits boulots, de reprendre les études, et enfin l'acceptation de son dossier. « Je dois encore progresser », juge pourtant Abdoul en soulignant « l'apport » de la mission locale et de l'Afev. « Il est autonome, et se débrouille très bien tout seul », relativise Ismeline.

Sur la vingtaine de jeunes que les étudiants de l'Afev Toulouse suivent chaque année dans le cadre de l'action d'insertion, des parcours aussi aboutis que celui d'Abdoul

restent rares. « Le lien qui se construit entre le jeune et l'étudiant peut être très vaste, très riche, mais il est aussi très ténu », constate Gwénaél, salarié de l'Afev. S'agissant d'un public en difficulté, qui est déjà soutenu par les professionnels de la mission locale pour ce qui touche directement à la recherche d'emploi, l'enjeu pour l'étudiant est de « créer une dynamique » plus large qui facilitera l'insertion. « Le simple fait de demander au jeune d'être à l'heure, de lui laisser organiser lui-même son déplacement dans un lieu qu'il ne connaît pas, est un pas vers sa prise d'autonomie », poursuit Gwénaél. Parfois, le jeune n'arrive pas à franchir ces premières étapes : il est peut-être simplement trop tôt.

Quand le suivi arrive à se mettre en place, l'échange est souvent riche, parfois surprenant. « Il arrive souvent que le jeune demande à l'étudiant : s'il est vrai que je peux réussir sans avoir de diplômes, pourquoi essaies-tu d'en avoir, toi? » rapporte Gwénaél. Inversement, il se rend compte que des gens qui vont à l'université doivent eux aussi se poser la question de leur insertion, que la recherche d'emploi n'est pas si évidente pour eux non plus. »

Paul Falzon-Monferran



Lutte contre le CPE et éducation à la citoyenneté

Nathalie Broux est prof au lycée Jacques-Feyder à Épinay-sur-Seine (93). Elle poursuit, avec ce deuxième article, une série de chroniques sur son métier.

Pendant quatre semaines, les cours n'ont pas eu lieu au lycée : tous les matins, un groupe bien organisé d'élèves a établi, devant l'entrée, un "blocus" matérialisé par un amoncellement d'objets rapportés des encombrants et des chantiers voisins, une sorte de "ready-made" chaque fois différent, en signe de protestation pacifiste contre le CPE.

Chaque matin, profs et élèves se sont levés, pour constater que les cours n'auraient pas lieu. Les plus actifs des bloqueurs ont diffusé des informations, réclamé une

assemblée générale à la direction, qu'ils ont obtenue. La reconduite de la grève a été votée, à main levée, dans un enthousiasme sincère et un joyeux désordre. Tout s'est passé comme dans de nombreux autres lieux en France. Les vacances de Pâques sont arrivées, le CPE a été retiré.

Si l'on se risque à un bilan de cette période, au-delà du motif de protestation lui-même, on peut s'interroger sur la vertu "éducative", en matière de citoyenneté, d'une telle mobilisation des lycéens. Est-ce que, comme certains

journaux l'ont titré, on assiste à l'émergence d'une nouvelle génération plus impliquée dans l'action politique que la précédente, prête à voter massivement en 2007, exigeant des élus de véritables contenus, entre réalisme et refus de la précarité?

La réponse n'est pas simple, et le prisme d'un lycée de banlieue m'invite à un certain pessimisme...

Parmi les centaines d'élèves qui n'auront pas eu cours pendant un mois, combien auront trouvé une occasion constructive de s'initier à l'action collective, d'en découvrir

les enjeux et les limites, de se sentir impliqués dans un combat pour leur avenir, et de profiter de cette "victoire" en toute conscience?

Je ne parle pas ici, bien sûr, de ceux, dont il serait inutile de faire le décompte, qui étaient bien contents de ne pas aller en classe (et qui ne les comprendrait pas?), mais qui objectivement étaient de moins en moins nombreux au fil des jours, l'approche des examens et l'ennui gagnant peu à peu les esprits.

Je ne parle pas non plus des quelques-uns qui, efficacement,

ont su s'intégrer aux instances nationales des syndicats lycéens, en relayer les décisions, et faire la fierté de leurs camarades en passant sur TF1 ou sur Canal +, motivant ainsi leurs troupes.

Je parle plutôt de cette majorité intermédiaire, un peu spectatrice tout de même, parfois prise de désarroi. Car pour la plupart des élèves, ces semaines de blocus ont eu lieu, bon gré mal gré, entre la grille du lycée et le salon de leur appartement.



Pas de zéro de conduite pour les enfants de 3 ans!

Les inégalités commencent dès la petite enfance. Quelles réponses apporter à cette souffrance sociale? La contribution apportée par l'Afev à travers l'action expérimentale "accompagnement vers la lecture" (voir le dossier spécial du n° 7 de *Volontaires*) va dans le sens d'un épanouissement des enfants par l'éveil culturel et d'une valorisation des compétences éducatives des parents. Le développement de l'action et l'écho favorable qu'elle rencontre systématiquement semble montrer à quel point le projet répond à une réelle demande sociale.

De fait, nous sommes nombreux à penser qu'une action éducative et culturelle précoce est un outil précieux et efficace de prévention contre l'échec scolaire, voire les ruptures sociales. Récemment, les acteurs de la petite enfance se sont massivement mobilisés contre une expertise de l'Inserm, qui, en réponse à ce malaise social, préconise le dépistage du «trouble des conduites» chez l'enfant dès le plus jeune âge.

Nous avons choisi de relayer l'appel de ces professionnels, intitulé "Pas de zéro de conduite pour les enfants de 3 ans". En voici quelques extraits.

«L'expertise de l'Inserm (septembre 2005), qui préconise le dépistage du "trouble des conduites" chez l'enfant dès le plus jeune âge, prend un relief particulier dans le cadre de l'élaboration actuelle d'un plan de prévention de la délinquance

Le rapport insiste sur le dépistage à 36 mois des signes suivants : "indocilité, faible contrôle émotionnel, impulsivité, indice de moralité bas", etc.

Les enfants dépistés seraient soumis à une batterie de tests qui permettent de repérer toute déviance à une norme établie.

Avec une telle approche, le moindre geste, les premières bêtises d'enfant risquent d'être interprétés comme l'expression d'une personnalité pathologique qu'il conviendrait de neutraliser au plus vite par une série de mesures associant rééducation et psychothérapie. L'expertise de l'Inserm, en médicalisant à l'extrême des phénomènes d'ordre éducatif, psychologique et social, entretient la confusion entre malaise social et souffrance psychique, voire maladie héréditaire. [...]

S'il convient de reconnaître la souffrance psychique de certains enfants et de leur permettre de bénéficier d'une palette thérapeutique la plus variée, les réponses aux problèmes de comportement se situent bien souvent dans le domaine éducatif, pédagogique ou social.

Professionnels, parents, citoyens, dans le champ de la santé, de l'enfance, de l'éducation, etc. :

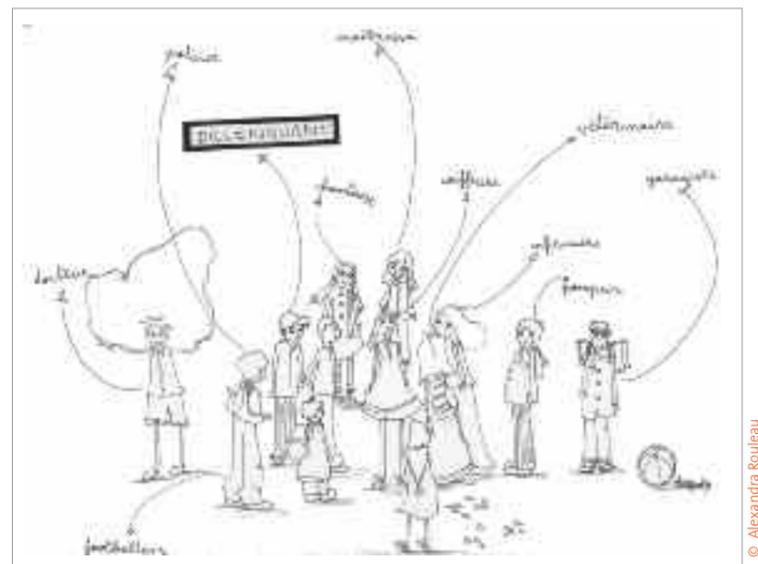
– Nous nous élevons contre les risques de dérives des pratiques de soins, notamment psychiques, vers des fins normatives et de contrôle social.

– Nous refusons la médicalisation ou la psychiatrie de toute manifestation de mal-être social.

– Nous nous engageons à préserver dans nos pratiques professionnelles et sociales la pluralité des approches dans les domaines médical, psychologique, social, éducatif... vis-à-vis des difficultés des enfants en prenant en compte la singularité de chacun au sein de son environnement.

– Nous en appelons à un débat démocratique sur la prévention, la protection et les soins prodigués aux enfants, dans un esprit de clarté quant aux fonctions des divers acteurs du champ social (santé, éducation, justice...) et quant aux interrelations entre ces acteurs.

www.pasde0deconduite.ras.eu.org



«Un avenir tout tracé...» Dessin d'Alexandra Rouleau pour l'Afev.



Empêcher les expulsions pendant les vacances

Le Réseau éducation sans frontières (RESF) a officiellement lancé le 27 avril 2006 une pétition intitulée "Nous les prenons sous notre protection", par laquelle ses signataires s'engagent à soutenir des élèves ou des familles sans papiers menacés d'expulsion.



Le Réseau éducation sans frontières prévoit des expulsions massives à partir des vacances d'été, la circulaire du ministère de l'Intérieur du 31 octobre 2005 n'accordant le séjour en France des élèves et de leurs parents en situation irrégulière que jusqu'à la fin de l'année scolaire. L'année précédente, RESF s'était déjà mobilisé à la veille des vacances estivales. Selon Pierre Cordelier, l'un des animateurs du réseau, « la mobilisation est aujourd'hui beaucoup plus forte. C'est la conséquence de l'action de RESF qui a révélé au plan national le scandale des expulsions des jeunes scolarisés sans papiers et des enfants arrachés à leur école et emmenés dans les centres de rétention. Aujourd'hui, dans des dizaines ou des centaines d'établissements scolaires, l'angoisse monte à l'approche des vacances d'été ». Concrètement, ajoute-t-il,

RESF aspire à une « insurrection des consciences » de tous les démocrates de ce pays attachés au respect des droits fondamentaux des personnes. « Nous en attendons l'implication concrète dans la protection de celles et ceux qui sont menacés, d'où la pétition que nous appelons à signer. Ne laissons pas faire tranquillement le sale boulot de l'expulsion. La place de tous ces jeunes n'est pas en centre de rétention en attente de l'expulsion, mais dans les écoles, les collèges, les lycées... où nous voulons les retrouver à la rentrée 2006. » La pétition a pour l'instant recueilli plus de 26000 signatures. Vous pouvez la signer sur le site de RESF :

www.educationsansfrontieres.org

(extraits de l'appel)

NOUS LES PRENONS SOUS NOTRE PROTECTION

Le 30 juin prochain les expulsions des jeunes majeurs sans papiers scolarisés et des parents sans papiers d'enfants scolarisés reprendront, de façon accélérée et massive si l'on en

croit certaines préfectures. Le Réseau éducation sans frontières (RESF) appelle tous ceux qui sont attachés à la défense des droits de l'Homme et de l'Enfant à s'opposer aux expulsions massives de jeunes et de familles entières programmées pour cet été.

Il appelle, pour commencer, à signer massivement la pétition mise en circulation aujourd'hui par laquelle les signataires affirment : "Nous ne laisserons pas commettre ces infamies en notre nom. Chacun avec les moyens qui sont les nôtres, nous leur apporterons notre soutien, notre parrainage, notre protection. S'ils nous demandent asile, nous ne leur fermerons pas notre porte, nous les hébergerons et les nourrirons; nous ne les dénonçons pas à la police."

Les pétitions, les délégations en préfecture, les manifestations de solidarité doivent se multiplier. Il faut impérativement arracher nos élèves, leurs camarades de classe, les copains de nos enfants et leurs parents au bannissement.



HYPERTEXTE
LA CHRONIQUE DE JÉRÔME STURLA

L'invention sociale,

à l'écoute de Bertrand Schwartz

Un livre de Louise L. Lambrichs publié aux éditions Philippe-Rey en mars 2006. 240 pages, 18 euros.

Ce livre est conçu sous la forme d'un long entretien entre son auteur et Bertrand Schwartz. Il retrace l'itinéraire d'un homme engagé dans le domaine de l'innovation sociale et singulièrement auprès des publics les plus en difficulté.

Souvent présenté, médiatiquement, comme le père des missions locales nous découvrons la trajectoire de quelqu'un qui a expérimenté bon nombre d'autres dispositifs tout aussi riches les uns que les autres. Chaque page de cet ouvrage nous conforte dans l'idée que « l'inégalité d'accès au savoir est la pierre angulaire, dans nos sociétés, de la perpétuation des inégalités sociales ».

En ce sens, les propos développés sont d'une extrême modernité et sont en résonances avec les défis de notre temps.

Confondu avec ce qu'il convient d'appeler la "méthode Schwartz", le concept d'éducation permanente apparaît comme la boussole de ce livre qui plaide pour « que l'éducation soit finalement intégrée à l'ensemble de la vie ».

En ce sens, la démarche de Bertrand Schwartz est éminemment citoyenne car elle ne se résume pas à favoriser le retour à l'emploi des publics les plus en difficulté.

Pour lui, l'apport de la connaissance ne doit pas seulement être utilitaire, « elle devrait contribuer à l'épanouissement général de l'individu pour lui permettre de devenir un véritable acteur social ».

Il distingue « la formation qui ne s'arrête jamais » et « l'apprentissage qui est limité dans le temps et focalisé sur une activité précise ». Il propose « de mobiliser des étudiants qui le souhaitent pour participer aux besoins de formation des plus démunis dans leur région respective, et les familiariser ainsi avec les réalités sociales de notre pays ».

Ainsi, il n'y aurait pas d'innovation sociale sans l'existence d'une tension permanente entre l'action et la réflexion, l'agir et le dire.

Plus qu'un état d'esprit, il s'agit véritablement d'un présupposé méthodologique qui continue à bousculer l'ordre établi des institutions sociales, universitaires et politiques de notre pays.

Bertrand Schwartz l'a souvent vécu à ses dépens, à nous d'en tirer les leçons nécessaires et de poursuivre, à notre manière, l'œuvre d'un homme de conviction, pour qui, le changement social repose sur l'émergence « d'un nouveau modèle de démocratie reposant non sur la révolution permanente mais sur l'évolution permanente ».



Être utile. Regards sur l'expérience de l'Afev

En quinze ans, l'Afev a permis à plus de 60000 étudiants d'accompagner des jeunes en difficulté dans des centaines de quartiers défavorisés en France. À l'heure où la génération actuelle est souvent taxée d'individualisme, où les jugements à l'emporte-pièce et les reportages hâtifs sur la vie des quartiers laissent une impression de malaise, l'engagement de ces étudiants méritait d'être valorisé.

Publié en janvier 2006, le livre *Être utile* veut ainsi mettre en lumière ces actions qui, en rendant possible l'engagement solidaire de jeunes en faveur d'autres jeunes, contribuent à la lutte contre les exclusions et au développement de liens sociaux.

Il croise les regards de responsables de la société civile, d'acteurs bénévoles ou salariés de l'Afev, et de sociologues, de pédagogues et de chercheurs comme Philippe Meirieu, Jean Viard, Jacques Donzelot, François Dubet, Jacques Ion, Jean-Claude Richez. Il est enrichi d'un cahier central de témoignages écrits et visuels.

Édition INJEP. 160 pages, 16 euros.

Pour plus d'informations :
[pole.national\(at\)afev.org](mailto:pole.national(at)afev.org)



Prix de l'initiative étudiante 2006

Le prix de l'initiative étudiante récompense les projets qui ont marqué l'année. Tous les projets, qu'ils aient été réalisés durant l'année universitaire ou qu'ils soient en cours d'élaboration, et quel que soit le domaine d'action, sont recevables (culture, international, environnement, médias, solidarité, sport, etc.). Les principaux critères de sélection seront la dimension collective, l'originalité et la pertinence (par rapport à la thématique du projet, son contexte géographique, social et culturel).

Le prix, ainsi que plusieurs mentions, sera décerné à la rentrée 2006.

Conseils pratiques et techniques, téléchargement du dossier :
www.animafac.net

Dossier à retourner avant le 30 juin 2006 à :

Animafac, PI 2006 - 3, rue Récamier - 75341 Paris cedex 07.

Pour plus d'informations :

01 42 22 15 15 ou info@animafac.net



AGENDA

29-31 août 2006 à l'université Toulouse-le Mirail : 2^e Université Européenne de l'Engagement sur le thème "Pas de quartier pour les inégalités, la mobilité par la solidarité".
Contact : u2e(at)afev.org

Septembre-octobre 2006 partout en France : 16^e campagne de mobilisation d'étudiants bénévoles. Nous cherchons des volontaires pour des présentations des actions de l'Afev dans les universités et écoles, pour nous aider à animer des forums associatifs... N'hésitez pas à prendre contact avec l'antenne de l'Afev de votre ville.

13 septembre 2006 : conférence thématique organisée par l'Afev à Lyon sur le thème de "l'engagement des jeunes dans la cité", en prélude au 9^e Congrès international des villes éducatrices, du 14 au 17 septembre. Une rencontre internationale d'étudiants engagés dans des actions de solidarité, qui débattront du rôle de l'éducation non-formelle dans le parcours éducatif d'un individu et de la lutte contre les discriminations. Ce rendez-vous officialisera le lancement du réseau European Volunteers in Action (EVA).
Infos : www.aice2006.lyon.fr

Mardi 29 août 2006

9h - 10h :
Présentation du déroulement de l'U2E.

10h - 12h :
Café-débat 1 : A l'ère de la mondialisation, doit-on réguler les flux migratoires ?
Intervenant confirmé : Olivier Brachet, directeur de Forum Réfugiés.
Intervenant pressenti : Michel Mombrun, président de FNSAT.
Café-débat 2 : La "discrimination positive" favorise-t-elle l'intégration ?
Intervenant confirmé : Vincent Tiberj, chargé de recherche au Cévipof, auteur de *Français comme les autres*.
Intervenant pressenti : Pap Ndiaye, historien.

15h - 17h :
Atelier 1 : Les gens du voyage.
Atelier 2 : "Ethnologue en herbe".
Atelier 3 : "Miroir de l'intégration".

17h30 - 18h30 :
Un grand témoin
Pressentis : Patrick Weil, directeur de recherche au CNRS, auteur de *Qu'est-ce qu'un Français?* ou Josep Borrell, président du Parlement européen.

Mercredi 30 août 2006

10h - 12h :
Café-débat 1 : Doit-on repenser notre politique carcérale ?

Intervenants confirmés : Bernard Bolze, animateur de la campagne "Trop c'est trop". Mickaël Faure, sociologue.
Café-débat 2 : Les diplômés favorisent-ils encore la mobilité sociale ?
En cours d'élaboration.

15h - 17h :
Projection au cinéma l'Utopia de Toulouse du film de Yamina Benguigui *Le plafond de verre*.
Débat avec la salle après la projection.

Jeudi 31 août 2006

10h - 12h :
Café-débat 1 : Quel est le rôle des médias dans un contexte de violences urbaines ?
Intervenant confirmé : Olivier Bertrand, journaliste à *Libération*.
Intervenant pressenti : Emmanuel Moreau, journaliste à France Info.
Café-débat 2 : Les jeunes sont-ils toujours les principaux acteurs des violences urbaines ?
Intervenants pressentis : Arlette Farge, historienne. Louis Maurin, journaliste et fondateur de l'Observatoire des inégalités.

15h - 17h :
Atelier 1 : Le service civique.
Atelier 2 : L'organisation d'événements au service de la solidarité.
Atelier 3 : Les relations Nord-Sud.

17h30 - 18h30 :
Un grand témoin.
Confirmé : Stéphane Beaud, sociologue.



Bulletin de soutien

Je soutiens l'Afev et je serai régulièrement informé(e) de ses activités.

Je joins à ce coupon un chèque de
 20 euros 30 euros 50 euros ou plus, à l'ordre de l'Afev

Courrier à retourner à : Afev - 26, bis rue de Château-Landon - 75010 Paris

Prénom : _____ Nom : _____
 Adresse : _____
 Code postal : _____ Ville : _____
 Téléphone : _____ Mail : _____
 Date : _____ Signature : _____

Volontaires! n° 8

publié par l'Afev
 26 bis, rue de Château-Landon - 75010 Paris
 Tél. : 01 40 36 01 01 - Mail : pole.national(at)afev.org
 Directrice de la publication : Anne Korobelnik
 Coordination et rédaction :
 Charlotte Alix, Mathias Bocabeille, Nathalie Broux, Matthieu Crocq,
 Nicolas Delesque, Paul Falzon-Monferran, Eunice Mangado,
 Anne-Sophie Morel, Christophe Paris, Elise Renaudin,
 Jérôme Sturla, Tanguy Tollet et Mélodie Wessels
 PAO et édition : Matthieu Crocq et Anne-Sophie Morel
 Conception graphique : Claire Leroy
 Impression
 Graph 2000 - BP 61203 - Argentan cedex
 ISSN 1765-4408
 Dépôt légal à parution